



MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES ET SERVICES

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES 2025CF01A2N17S0000

Acheteur

EPAMSA
1 rue de Champagne
78200 MANTES LA JOLIE

Représentant de l'acheteur

Monsieur le Directeur général de l'établissement

Fourniture, livraison et installation de supports d'affichage pour l'EPAMSA

Table des matières

IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR – INTERVENANTS	5
1. PREAMBULE : L'EPAMSA, UN ETABLISSEMENT PUBLIC AU SERVICE DU DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE	5
1.1 Présentation de l'établissement.....	5
1.2 Métiers	5
1.3 Chiffres clés	5
2. OBJET DU CONTRAT – DISPOSITIONS GENERALES	6
2.1 Objet du contrat	6
2.2 Procédure de passation.....	6
2.3 Nature du contrat.....	6
2.4 Forme du contrat.....	6
2.5 Organisation de l'achat	6
1.5.1 Allotissement.....	6
1.5.2 Contrat à tranches.....	6
1.5.3 Marché réservé	6
2.6 Accord-cadre	6
2.7 Contributaire	6
3. DISPOSITIONS PARTICULIERES	7
3.1 La communication à l'epamsa.....	7
3.2 Les besoins de l'epamsa	7
4. MODALITES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE.....	8
4.1 Modalités d'émission des bons de commande (articles r.2162-13 et r.2162-14 ccp)	8
4.2 Contenu des bons de commande.....	8
5. PIECES DU CONTRAT	9
5.1 Pièces contractuelles.....	9
5.2 Pièces établies après la conclusion du contrat.....	9
5.3 Stipulations générales	9
5.4 Acceptation des pièces et documents de la consultation.....	10
5.5 Connaissance du site et des prestations du contrat	10
5.6 Pièces à remettre au titulaire	10
6. OBLIGATIONS GENERALES DES PARTIES.....	10
6.1 Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail	10
6.2 Protection de l'environnement, sécurité et santé	10
6.3 Réparation des dommages.....	10
6.4 Assurances.....	10
6.5 Autres obligations.....	10
6.5.1 Obligation générale de conseil.....	10

6.5.2	Obligation relative à la cotraitance et à la sous-traitance	10
6.5.3	Confidentialité, protection des données personnelles et mesures de sécurité	10
7.	DUREE DU MARCHE – DELAIS D’EXECUTION – RECONDUCTION	11
7.1	Durée du contrat	11
7.2	Reconduction.....	11
7.3	Délais d’exécution	11
7.3.1	Délai d’exécution	11
7.3.2	Prolongation des délais d’exécution	11
7.4	Exécution complémentaire	11
8.	PENALITES.....	11
8.1	Pénalités pour retard.....	12
8.2	Pénalités pour non-respect des formalités relatives à la lutte contre le travail illégal.....	12
8.3	Pénalités pour non-respect des obligations relatives à la présentation des sous-traitants .	12
9.	PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES	13
9.1	Forme des prix.....	13
9.2	Variation de prix	14
9.3	Avance	14
9.4	Règlement des comptes	15
9.4.1	Acomptes et règlements partiels définitifs	15
9.4.2	Présentation des demandes de paiement	15
9.4.3	Paieement des cotraitants et des sous-traitants ayant droit au paieement direct	15
9.4.4	Délais de paieement et intérêts moratoires	16
10.	EXECUTION DES PRESTATIONS.....	16
10.1	Conditions d’exécution des prestations	16
10.2	Modalités particulières.....	16
10.3	Documents fournis après exécution	16
11.	CONSTATATION DE L’EXECUTION DES PRESTATIONS	16
11.1	Opérations de vérification.....	16
11.2	Décision	16
12.	CAS DE FIN DU CONTRAT.....	17
13.	RESILIATION DU MARCHE POUR MOTIF D’INTERET GENERAL.....	17
13.1	Conditions de résiliation pour motif d’intérêt général	17
13.2	Indemnisation pour résiliation du marché pour motif d’intérêt général.....	17
14.	AUTRES CAS DE RESILIATION NON FAUTIVE DU MARCHE	17
14.1	Résiliation du marché par voie de conséquence d’une décision juridictionnelle	17
14.2	Résiliation du marché en cas de placement du titulaire en redressement / liquidation judiciaire	18
14.3	Résiliation du marché du fait de la survenance d’une cause légitime, d’une cause	

exonératoire ou d'un événement relevant de la force majeure.....	18
14.3.1 Résiliation en cas de survenance d'une cause légitime ou d'une cause exonératoire .	18
14.3.2 Résiliation en cas de survenance d'un cas de force majeure.....	18
15. RESILIATION DU MARCHE AUX TORTS DU TITULAIRE (DECHEANCE).....	19
15.1 Causes de résiliation du contrat aux torts du titulaire	19
15.2 Indemnisation en cas de résiliation du marché aux torts du titulaire	20
16. TRANSFERT DE PROPRIETE	20
17. PROPRIETE INTELLECTUELLE	20
18. Assurances.....	20
19. Dispositions en cas d'intervenants étrangers	20
20. Règlement des litiges	21
21. Dérogations au CCAG-FCS	21

IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR – INTERVENANTS

Le présent contrat est conclu par l'Etablissement Public d'Aménagement du Mantois Seine Aval (EPAMSA), ci-après dénommé l'acheteur ou le maître d'ouvrage.

Représentation des parties :

Par dérogation à l'article 3.3 du CCAG-FCS, l'acheteur désigne dès à présent **Stéphanie MALNUIT, Responsable communication**, agissant au nom et pour le compte du maître d'ouvrage pour le représenter pour les besoins de l'exécution du contrat.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution du contrat.

Conformément à l'article 3.4.1 du CCAG-FCS, dès la notification du contrat, le titulaire désigne une personne physique habilitée à le représenter pour les besoins de l'exécution du contrat. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du contrat.

1. PREAMBULE : L'EPAMSA, UN ETABLISSEMENT PUBLIC AU SERVICE DU DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE

1.1 PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT

Créé par décret en Conseil d'Etat en 1996, l'EPAMSA est un établissement public d'aménagement chargé d'opérations de développement sur le territoire de la Communauté urbaine Grand Paris Seine & Oise (GPS&O) et de la Communauté de communes des Portes de l'Île-de-France (CCPIF). Depuis 2007, l'établissement pilote l'Opération d'Intérêt National (OIN) Seine Aval. Situé au nord des Yvelines, de part et d'autre de la Seine, le territoire d'intervention de l'EPAMSA occupe une localisation stratégique le long de l'axe Seine Paris Normandie. Avec son expertise technique et son sens de l'innovation, l'EPAMSA est un partenaire clé du développement du territoire tant au niveau de l'élaboration que de la mise en œuvre des opérations.

1.2 METIERS

L'EPAMSA intervient en tant que :

- directeur de projet de l'Opération d'Intérêt National Seine Aval ;
- aménageur pour la construction de 13 000 logements et l'implantation d'entreprises sur 850 000 m² ;
- mandataire pour le compte des collectivités ;
- acteur du renouvellement urbain ;
- investisseur dans la restructuration, la remise sur le marché d'ensembles immobiliers et le développement d'activités économiques.

L'objectif : Participer au développement équilibré du territoire au bénéfice de ses habitants et entreprises.

1.3 CHIFFRES CLES

- 10 opérations d'aménagement ;
- 8 mandats ;
- 4 études pré-opérationnelles ;
- 870 000 m² de terrains d'activités en développement ;
- 180 000 m² d'équipements publics, tertiaires et de commerces ;
- 13 000 logements à construire dont 30% sont livrés ou en cours.

➡ Plus d'infos sur les métiers et les opérations de l'EPAMSA sur :
www.epamsa.fr - LinkedIn [EPAMSA](#)

2. OBJET DU CONTRAT – DISPOSITIONS GENERALES

2.1 OBJET DU CONTRAT

Le présent contrat a pour objet la fourniture, la livraison et l'installation de supports d'affichage pour l'EPAMSA.

Lieu d'exécution : Territoire de l'EPAMSA.

2.2 PROCEDURE DE PASSATION

Le présent contrat a été passé selon une procédure adaptée conformément aux articles L.2123-1 et R.2123-1 et suivants du code de la commande publique (CCP).

2.3 NATURE DU CONTRAT

Le contrat est qualifié de marché public de fournitures et services régi par le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures et services (CCAG-FCS) tel qu'issu de l'arrêté du 30 mars 2021.

2.4 FORME DU CONTRAT

Les prestations, objet du présent contrat, donneront lieu à un accord-cadre à prix unitaires.

2.5 ORGANISATION DE L'ACHAT

1.5.1 Allotissement

Le présent contrat ne fait l'objet d'aucun allotissement. Conformément aux articles L.2113-10s, R.2113-2s CCP, le motif de non-allotissement est le suivant : l'objet du marché ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

1.5.2 Contrat à tranches

Sans objet.

1.5.3 Marché réservé

Sans objet.

2.6 ACCORD-CADRE

En application des articles L.2125-1 1°, R.2162-1s CCP, le présent contrat constitue un accord-cadre.

L'accord-cadre, fixant toutes les stipulations contractuelles, est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R.2162-13 à R.2162-14 CCP.

L'accord-cadre est conclu dans les limites suivantes :

☒ avec un montant maximal fixé à 210 000,00 euros hors taxes pour la durée totale du contrat.

Aucune valeur minimale de commande ne peut être exigée par le titulaire du contrat.

2.7 ATTRIBUTAIRE

Le présent contrat est conclu avec un attributaire, prestataire unique ou en groupement d'entreprises dans les conditions prévues aux articles R.2142-19s CCP.

3. DISPOSITIONS PARTICULIERES

3.1 LA COMMUNICATION A L'EPAMSA

L'établissement se positionne comme « un partenaire clé du développement du territoire ». La politique de communication de l'EPAMSA, déployée pour accompagner le développement de l'établissement, se concentre principalement sur les différents métiers et savoir-faire de l'EPAMSA, sur l'avancée des opérations d'aménagement qui se poursuivent de manière croissante et sur les projets de renouvellement urbain au Val Fourré (Mantes-la-Jolie). Plus largement, la communication se fait le relais des actions engagées par l'EPAMSA en matière de développement durable et d'efficacité énergétique.

3.2 LES BESOINS DE L'EPAMSA

Le présent marché porte sur la fourniture, la livraison, l'installation et la dépose des supports d'affichage. Ces prestations comprennent notamment des panneaux de chantier, des permis de construire/démolir, des panneaux réglementaires, des panneaux publicitaires, de l'affichage mobile type PLV, de la signalétique et des adhésifs. L'EPAMSA fournit au prestataire le fichier prêt à imprimer, préalablement maqueté par l'agence de communication, autre prestataire de l'EPAMSA.

Les prestations à bons de commande concernent précisément les supports suivants, aux formats variables identifiés :

- panneau alvéolé ;
- panneau en dibon ;
- panneau PVC ;
- adhésifs ;
- bâche micro-perforée ;
- roll-up ;
- plaque et tout autre support de signalétique.

Le BPU comprend ainsi différents types de structures, de pose et de dépose selon les formats des supports.

Chaque support sera livré et posé sur le site identifié au préalable par l'EPAMSA et précisé lors de l'établissement du devis et du bon de commande (excepté le roll-up qui ne suppose pas de pose par le prestataire). Le site de livraison et de pose peut être au siège de l'EPAMSA ou sur tout autre secteur sur lequel l'EPAMSA a des opérations d'aménagement. Les livraisons seront effectuées en conditionnement approprié selon les conditions de livraison stipulées sur chaque bon de commande. Les fournitures à livrer à l'EPAMSA se feront dans les conditions suivantes et ce, aux horaires d'ouverture au public de l'établissement :

EPAMSA – 1 rue de Champagne 2^e étage ou 3^e étage – 78200 Mantes-la-Jolie.

Sous l'autorité du Directeur général de l'EPAMSA, la responsable communication de l'EPAMSA élabore et pilote la stratégie et les actions de communication. Il est attendu du titulaire qu'il soit :

- force de proposition pour apporter des solutions techniques lorsque cela est nécessaire ;
- dans l'exécution des prestations demandées par la responsable communication ;
- dans le respect des délais définis.

Des rendez-vous réguliers sont à prévoir. Ils pourront se faire par téléphone, en visioconférence ou lors de rendez-vous à l'EPAMSA, dans les locaux du titulaire ou sur le territoire d'intervention de l'EPAMSA (GPS&O et CCPIF).

Les prestations seront réalisées à partir d'un plan de charge prévisionnel annuel établi entre l'EPAMSA et le titulaire. Chacune des prestations fera l'objet d'un retroplanning spécifique qui devra être respecté. Il peut également être demandé au titulaire des réalisations urgentes non prévues au plan de charge pour lesquelles les délais d'intervention, de conception et de pose ne devront pas excéder 24h à 48h.

Pour chacune des prestations, le titulaire remettra à l'EPAMSA un fichier numérique en haute définition pour préparation du Bon à tirer (BAT) et impression.

À noter : L'EPAMSA est déjà en marché avec différents prestataires qui interviennent sur les actions de communication :

- un imprimeur pour l'impression des supports de communication print ;
- une agence de communication pour la conception graphique des supports de communication ;
- un photographe pour la réalisation de reportages photographiques des opérations.

4. MODALITES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

Comme précisé à l'article 1.6 ci-dessus, le présent contrat constitue un accord-cadre (AC) dont les modalités d'exécution sont les suivantes :

- **Accord-cadre fixant toutes les stipulations contractuelles exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande (article R.2162-2 al.2 CCP) :**

4.1 MODALITES D'EMISSION DES BONS DE COMMANDE (ARTICLES R.2162-13 ET R.2162-14 CCP)

Il est fait application de l'article 3.7 du CCAG-FCS.

Les bons de commande interviendront au fur et à mesure de la survenance du besoin.

Les bons de commande ne peuvent être émis que durant la période de validité de l'AC. Leur durée d'exécution est fixée conformément aux conditions habituelles d'exécution des prestations faisant l'objet de l'AC. L'acheteur ne peut fixer une durée telle que l'exécution des bons de commande se prolonge au-delà de la date limite de validité de l'AC dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique.

Il n'y a pas de minimum de commande, ainsi aucun frais supplémentaire n'est facturé pour des prestations jugées de trop faible importance par le titulaire.

Les bons de commande sont exécutoires à la date indiquée. Le commencement d'exécution des prestations peut toutefois être différé, sur mention expresse indiquée sur le bon de commande ou sur document annexe.

4.2 CONTENU DES BONS DE COMMANDE

Chaque bon de commande précise :

- le contenu et les quantités de prestations à réaliser,
- la référence du contrat,
- le montant du bon de commande,
- s'il y a lieu :
 - . les prix unitaires/forfaitaires des prestations à réaliser,
 - . les conditions particulières d'exécution,
 - . les conditions particulières de livraison et d'admission,
 - . les délais de livraison,
 - . le lieu de livraison,

- . les documents à fournir à la livraison.

5. PIECES DU CONTRAT

5.1 PIECES CONTRACTUELLES

Par application de l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre ci-après :

1/ Pièces particulières :

- . L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes ;
- . Le cahier des clauses particulières (C.C.P.) ;
- . L'offre technique et financière du titulaire : il est à noter que le titulaire doit respecter son mémoire technique mais qu'en aucun cas l'acheteur n'est engagé sur celui-ci ;
- . Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du contrat.

L'A.E. et le C.C.P. prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang.

Les exemplaires des documents particuliers composant le contrat détenu par l'acheteur font seul foi.

2/ Pièces générales :

- . Le code de la commande publique du 1^{er} avril 2019 ;
- . Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures et services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

S'agissant des pièces générales, elles ne sont pas jointes au dossier de consultation des entreprises, le soumissionnaire étant supposé en avoir pris connaissance. L'entrepreneur titulaire du présent contrat ne pourra en aucun cas invoquer l'ignorance des stipulations contenues dans les documents généraux pour tenter de s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Par suite, le titulaire ne pourra se prévaloir, dans l'exécution du contrat, d'une quelconque ignorance des pièces énumérées ci-dessus et, d'une manière générale, de tous textes et de toute la réglementation qui sont applicables à la réalisation des prestations prévues au titre du contrat.

La version de ces textes qui est opposable au titulaire est celle en vigueur à la date de signature du contrat.

Toutes clauses contraires des conditions générales de vente du titulaire sont réputées nulles et non avenues, seules faisant foi les stipulations prévues au contrat.

5.2 PIECES ETABLIES APRES LA CONCLUSION DU CONTRAT

Les pièces établies par le titulaire en exécution du contrat deviennent contractuelles à compter de leur acceptation par le maître d'ouvrage.

5.3 STIPULATIONS GENERALES

Les pièces susvisées constituent un ensemble contractuel unique.

L'ordre de priorité des pièces implique, qu'en cas d'omission, d'imprécision ou de contradiction, susceptible de donner lieu à interprétation litigieuse, sont prises en considération et sont donc applicables les stipulations correspondantes figurant dans la pièce citée prioritairement à celle en litige.

En cas de contradiction dans les clauses d'un même document du contrat, il conviendra de faire application de la clause la plus favorable au maître d'ouvrage.

5.4 ACCEPTATION DES PIÈCES ET DOCUMENTS DE LA CONSULTATION

Le titulaire déclare avoir pris connaissance et vérifié le contenu de l'ensemble des pièces et documents mis à sa disposition dans le cadre de la consultation ayant précédé l'attribution du marché.

5.5 CONNAISSANCE DU SITE ET DES PRESTATIONS DU CONTRAT

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance de tous les éléments afférents à l'exécution des prestations du contrat.

5.6 PIÈCES À REMETTRE AU TITULAIRE

La notification du contrat comprend une copie, délivrée sans frais par l'acheteur au titulaire, des pièces constitutives du contrat, à l'exception des pièces générales.

Par dérogation partielle à l'article 4.2 du CCAG-FCS, la remise au titulaire, sans frais, de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement du contrat, se fait sur demande expresse du titulaire.

6. OBLIGATIONS GÉNÉRALES DES PARTIES

6.1 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Il est fait application de l'article 6 du CCAG-FCS.

6.2 PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, SÉCURITÉ ET SANTÉ

Il est fait application de l'article 7 du CCAG-FCS.

6.3 RÉPARATION DES DOMMAGES

Il est fait application de l'article 8 du CCAG-FCS.

6.4 ASSURANCES

Il est fait application de l'article 9 du CCAG-FCS.

6.5 AUTRES OBLIGATIONS

6.5.1 Obligation générale de conseil

Considérant la qualité de professionnel du titulaire et la responsabilité qui lui est dévolue par le présent contrat, celui-ci est tenu à une obligation générale d'information, d'avis et de conseil vis-à-vis de l'acheteur. Le titulaire doit notamment prêter son concours à l'acheteur, dans le cadre des obligations du présent contrat et l'assister dans ses relations avec l'ensemble des administrations concernées, intervenant dans les secteurs objet du présent contrat notamment en lui apportant les informations qui lui sont nécessaires à la bonne organisation du service.

6.5.2 Obligation relative à la cotraitance et à la sous-traitance

Les règles relatives à la cotraitance sont fixées par les articles R.2142-19s CCP ainsi que par l'article 3.5 du CCAG-FCS.

Pour les sous-traitants, il est fait application des articles L.2193-1s CCP, ainsi que des articles 3.6 du CCAG-FCS.

6.5.3 Confidentialité, protection des données personnelles et mesures de sécurité

a) Obligation de confidentialité

Il est fait application de l'article 5.1 du CCAG-FCS.

b) Protection des données à caractère personnel

Il est fait application de l'article 5.2 du CCAG-FCS.

c) Mesures de sécurité

Il est fait application de l'article 5.3 du CCAG-FCS.

7. DUREE DU MARCHÉ – DELAIS D'EXECUTION – RECONDUCTION

7.1 DUREE DU CONTRAT

Le contrat entre en vigueur à compter de sa date de notification au titulaire, correspondant à la réception par le titulaire d'une copie des pièces contractuelles, pour une durée d'un an.

7.2 RECONDUCTION

Le contrat est reconductible trois fois par tacite reconduction, sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre ans.

Le titulaire ne peut refuser sa reconduction.

Toutefois, le pouvoir adjudicateur a la faculté de dénoncer le marché par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée au moins trois mois avant la date prévue de reconduction. Cette dénonciation ne donnera pas lieu au versement d'indemnités au profit du titulaire.

7.3 DELAIS D'EXECUTION

7.3.1 Délai d'exécution

Le délai d'exécution est fixé à chaque bon de commande.

7.3.2 Prolongation des délais d'exécution

Il est fait application de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

7.4 EXECUTION COMPLEMENTAIRE

L'acheteur se réserve le droit de recourir, si besoin est, à la procédure de marchés publics sans publicité ni mise en concurrence préalables telle qu'issue de l'article R.2122-7 CCP pour la réalisation de prestations similaires à celles confiées au titulaire au titre du présent contrat.

8. PENALITES

L'acheteur dispose d'un droit de contrôle permanent sur les prestations du titulaire. Dans ce cadre, il peut contrôler sur pièces et sur place le respect des engagements contractuels du titulaire ainsi que les informations qui lui sont communiquées. Il peut diligenter tous moyens à cette fin.

Le titulaire fournit à l'acheteur tous les éléments dont il a besoin pour exercer son contrôle, et notamment tous rapports, documents et informations, en sa possession concernant l'exécution de ses obligations contractuelles, conformément aux stipulations du contrat.

L'acheteur peut demander au titulaire des informations complémentaires sur tous les comptes-rendus et documents produits en application des stipulations précitées ou tout autre rapport utile à l'exercice de son contrôle.

Les contrôles effectués par l'acheteur ne sauraient en aucun cas avoir pour effet de dégager le titulaire de sa responsabilité au titre du marché.

L'acheteur peut appliquer des pénalités au titulaire, si celui-ci ne remplit pas les obligations qui lui sont imposées par le présent contrat. Ces pénalités sont applicables de l'entrée en vigueur du marché à la date de fin normale de celui-ci. En cas de résiliation, les pénalités sont applicables jusqu'à la date effective de la réalisation.

Ces pénalités peuvent être infligées sans mise en demeure préalable et sans préjudice, s'il y a lieu des dommages et intérêts envers les tiers.

L'application de pénalités n'exonère pas le titulaire de l'accomplissement de ses prestations au titre du contrat.

Dans le cas où le titulaire est un groupement d'opérateurs économiques pour lesquels les paiements sont effectués sur des comptes distincts, les pénalités sont réparties entre les membres de ce groupement conformément aux indications du mandataire. Dans l'attente, les pénalités sont retenues en totalité sur les sommes dues au mandataire, sans que cette opération n'engage la responsabilité de l'acheteur à l'égard des autres membres du groupement titulaire.

Dans le cas où les sommes dues à un membre du groupement ne sont pas suffisantes pour compenser les pénalités appliquées audit membre, la part de pénalités n'ayant pas pu être supportée par ce membre sera due par le mandataire, à charge pour lui de se retourner contre ledit membre.

Toutes les pénalités ou réfections citées ci-dessous sont appliquées sur la facture du mois suivant leur constat et font l'objet d'un courrier recommandé avec avis de réception postal. Une fois le montant des pénalités déterminé, il est procédé à leur révision, elles sont ensuite déduites du montant du contrat actualisé ou révisé TTC.

Sauf dérogation expresse ci-dessous, il est fait application de l'article 14 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 euros hors taxes pour l'ensemble du contrat.

Les documents à produire par le titulaire dans un délai fixé par le contrat doivent être transmis par celui-ci par tout moyen permettant d'attester de leur date de réception par l'acheteur.

Par application de l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités appliquées au titulaire ne peut excéder 10% du montant total hors taxes du contrat.

Les pénalités du présent contrat sont indépendantes et cumulatives.

8.1 PENALITES POUR RETARD

Par dérogation aux dispositions de l'article 14.1 du CCAG-FCS, en cas de retard dans l'exécution des prestations, sur simple constatation de l'acheteur, le titulaire subit une pénalité journalière de **150 € par jour calendaire de retard**.

8.2 PENALITES POUR NON-RESPECT DES FORMALITES RELATIVES A LA LUTTE CONTRE LE TRAVAIL ILLÉGAL

En application de l'article L.8222-6 du code du travail, dans le cas où le titulaire du contrat ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à 8221-5 du code du travail, il encourt une pénalité égale à 10% du montant du contrat, dans la limite du montant des amendes encourues en application des articles L.8224-1s du code du travail.

8.3 PENALITES POUR NON-RESPECT DES OBLIGATIONS RELATIVES A LA PRESENTATION DES SOUS-TRAITANTS

En cas de non-respect par le titulaire de ses obligations relatives à l'acceptation ou à l'agrément de ses sous-traitants, une pénalité de **5 000 € par sous-traitant** est appliquée au titulaire, sur simple constatation et sans mise en demeure préalable.

9. PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES

Les prix du contrat sont mentionnés hors TVA.

Il est fait application de l'article 10.1 CCAG-FCS.

Conformément à l'article 10.1.3 CCAG-FCS, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations.

Le prix comprend l'ensemble des prestations décrites au présent contrat. Par conséquent, le titulaire devra exécuter à ses frais toutes prestations omises dans sa proposition et nécessaires à la bonne exécution du contrat.

Sauf stipulation contraire, les prix comprennent notamment de manière générale :

- l'exécution des prestations de la mission ou les prestations connexes, commandées par l'EPAMSA dans les conditions prévues au marché et/ou au bon de commande émis par l'EPAMSA,
- la main d'œuvre,
- les pré-validations, validations et vérifications consécutives à l'exécution de la mission ou des prestations connexes,
- les frais de reprographie des documents, rapports, comptes rendus...,
- les frais postaux,
- les frais de secrétariat,
- les frais de déplacement, repas et hébergement,
- les frais afférents aux assurances.

En outre, sont également inclus dans les prix des prestations objets des commandes afférentes :

- la cession à l'EPAMSA des droits patrimoniaux afférents aux documents produits,
- toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations,
- tous les frais et sujétions non explicitement décrits et liés à l'exécution des prestations,
- les prestations de gestion globale de compte, et en particulier les prestations de facturation des prestations commandées.

Variation des taxes fiscales : en cas de modification de la législation fiscale, si le taux ou l'assiette des charges fiscales frappant la prestation est différent à l'époque du fait générateur, du taux ou de l'assiette prévu dans le contrat, les prix de règlement tiennent compte de cette variation et il sera fait application de la taxe au taux en vigueur à la date du fait générateur.

En cas de cotraitance conjointe ou solidaire, les prix du contrat sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

En cas de sous-traitance, les prix du contrat sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants par le titulaire ou les membres du groupement, ainsi que les conséquences de leur défaillance.

9.1 FORME DES PRIX

Les prix du contrat sont unitaires, établis sur la base du bordereau des prix unitaires.

Les prestations sont réglées par application de prix unitaires prévus au bordereau des prix unitaires aux quantités réellement mises en œuvre.

9.2 VARIATION DE PRIX

Conformément à l'article R.2112-13 CCP et de l'article 10.2.2 CCAG-FCS, les prix sont définitifs et révisables dans les conditions ci-dessous.

Date d'établissement du prix initial : les prix du contrat sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres, soit le mois de **juillet 2025**. Ce mois est appelé « mois zéro ».

Le coefficient de révision applicable pour le calcul de la révision est donné par l'application aux prix du contrat de la formule suivante :

$$C = I_n / I_0$$

Dans laquelle :

C est le coefficient de révision

I_n et I_0 sont les valeurs prises par l'index de référence ICHT-J – Indice mensuel du coût horaire du travail révisé – Tous salariés – Information, communication (NAF rév. 2 section J) – Base 100 en décembre 2008 – Identifiant : 001565192

Pour la mise en œuvre de cette formule, le calcul sera effectué par arrondissement au millième supérieur.

Les valeurs sont prises par l'indice de référence respectivement au mois m_0 (mois zéro) et au mois m (mois de révision). Ce mois m retenu pour chaque révision sera le mois précédant celui au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés seront fermes et invariables durant cette période.

Périodicité : les prix sont révisés annuellement. Ils sont fermes la première année puis révisables annuellement, à compter de la date anniversaire du contrat, qui correspond à sa date de notification. Le titulaire transmet son bordereau de prix révisé à la date anniversaire du contrat. Après vérification, ce BPU est validé par l'acheteur et sert de base pour l'émission des factures afférentes. Si le titulaire ne transmet pas son BPU révisé à l'acheteur dans les délais prescrits, le BPU de la période précédente s'applique sans que le titulaire ne puisse élever aucune réclamation à ce sujet.

En cas de passation d'un avenant de prix nouveaux, la clause de révision ci-dessus s'appliquera avec un mois m_0 correspondant au mois de signature de l'avenant par le titulaire.

9.3 AVANCE

Conformément à l'article L.2191-2 CCP, une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire stipulée à l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance, détaillé ci-après, est fixé conformément à l'article R.2191-7 CCP.

Lorsque le titulaire a fait appel à des sous-traitants ayant droit au paiement direct, les stipulations du présent article lui sont applicables. Les sous-traitants agréés bénéficiant du paiement direct sont également en droit d'en bénéficier sur leur demande. Le renoncement au bénéfice de l'avance par le titulaire ne fait pas obstacle à ce que ces sous-traitants en obtiennent le versement.

L'option retenue est l'option B (article 11.1 CCAG-FCS).

Le taux de l'avance est fixé à 5%.

L'avance sera versée en fonction du montant de chacun des bons de commande, sous réserve que le montant du bon de commande soit supérieur à 50 000 € HT, et que sa durée d'exécution soit supérieure à deux mois.

9.4 REGLEMENT DES COMPTES

9.4.1 Acomptes et règlements partiels définitifs

L'admission des prestations relatives à chaque bon de commande donnera lieu à paiement partiel définitif dans les conditions des articles R.2191-20s CCP.

9.4.2 Présentation des demandes de paiement

Le règlement du montant de l'accord-cadre s'effectuera sur présentation de facture sous forme dématérialisée, sur le site : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>

L'utilisation de ce portail est obligatoire pour toutes les factures adressées à une personne publique depuis le 1^{er} janvier 2020, pour toutes les entreprises.

Pour ce faire, les factures dématérialisées adressées à l'EPAMSA devront comporter les informations suivantes :

- Le numéro de SIRET, identifiant l'EPAMSA en tant que destinataire de la facture : 410 638 100 00033
- Le code service : factures hors Gesprojet

Le numéro d'engagement n'est pas nécessaire.

Pour plus d'informations : https://portail.chorus-pro.gouv.fr/aife_csm/?id=aife_index

En plus des mentions légales, la facture doit comporter les mentions suivantes :

- Le nom et l'adresse du créancier,
- Le numéro SIRET,
- Le numéro du compte bancaire,
- La date du contrat,
- Le numéro du contrat,
- L'intitulé du contrat,
- La quantité et les références des prestations commandées,
- Les montants HT et TTC des prestations exécutées,
- La date, la référence et le numéro de bon de commande,
- La date d'exécution effective.

En cas de facturation erronée, le délai de paiement sera systématiquement suspendu. Les factures erronées seront retournées au titulaire, accompagnées des raisons du refus de paiement. Le titulaire devra obligatoirement retourner à l'acheteur, suivant la même procédure, de nouvelles factures corrigées ou faire parvenir par écrit ses objections aux corrections.

9.4.3 Paiement des cotraitants et des sous-traitants ayant droit au paiement direct

Les paiements sont répartis entre le titulaire, les cotraitants et sous-traitants payés directement comme indiqué à l'acte d'engagement.

En cas de cotraitance, seul le mandataire est habilité à présenter les demandes de paiement.

En cas de groupement solidaire, il est procédé à un règlement séparé de chacun des cotraitants, si la répartition des paiements est identifiée à l'acte d'engagement. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet la répartition des paiements pour chacun des cotraitants. L'acceptation d'un règlement à chacun des cotraitants solidaires ne saurait remettre en cause la solidarité des cotraitants.

Le règlement des sous-traitants ayant droit au paiement direct sont subordonnés à l'indication dans le projet de décompte de la somme à prélever sur celles qui sont dues au titulaire ou au membre du

groupement concerné par la partie de la prestation exécutée.

Le paiement du sous-traitant est effectué sur la base de la demande de paiement adressée, par le sous-traitant au pouvoir adjudicateur et libellée en son nom, ou de l'acceptation totale ou partielle de la facture du sous-traitant par le titulaire, dans les conditions visées aux articles R.2192-13, R.2193-5s CCP. Ces dispositions sont applicables aux demandes de paiement en cours de marché et pour solde du contrat de sous-traitance.

9.4.4 Délais de paiement et intérêts moratoires

Le règlement des dépenses se fait par mandat administratif.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du contrat, sont payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement conformément aux articles R.2192-10 et 12 CCP.

En application de l'article L.2192-13 CCP, le dépassement de ce délai fait courir, de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires dont le taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la BCE à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

Par ailleurs, le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement dont le montant est fixé à 40 euros, conformément à l'article D.2192-35 CCP.

Enfin, en application de l'article L.2192-13 dernier alinéa CCP, lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de l'indemnité forfaitaire prévue ci-dessus, le créancier peut demander une indemnisation complémentaire, sur justification.

10. EXECUTION DES PRESTATIONS

10.1 CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations devront être exécutées dans les délais prévus à l'article 7 du présent CCAP.

Les prestations seront réalisées dans les conditions décrites à l'article 3 ci-dessus. L'adresse de réalisation des prestations sera précisée lors de l'émission de chaque bon de commande.

10.2 MODALITES PARTICULIERES

Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours à compter de la réception du bon de commande pour formuler des réserves. Passé ce délai, le bon de commande est réputé accepté.

10.3 DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION

Le titulaire s'engage à fournir à la livraison, toute la documentation, rédigée en langue française, nécessaire à une utilisation et un fonctionnement correct du matériel livré et à son entretien courant tels que définis à l'article 3 du présent CCAP.

11. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

La réalisation de chaque commande fait l'objet de vérifications et décisions distinctes.

11.1 OPERATIONS DE VERIFICATION

Les opérations de vérification qualitatives et quantitatives sont effectuées conformément au chapitre 5 du CCAG-FCS, dans un délai maximal de 48 heures à compter de la livraison et/ou pose.

11.2 DECISION

La décision sera prononcée par l'acheteur dans les conditions des articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

12. CAS DE FIN DU CONTRAT

Le marché prend fin :

- à son terme normal prévu ;
- en cas d'annulation juridictionnelle, ou en cas de résiliation par voie de conséquence d'une décision juridictionnelle selon les modalités prévues ci-dessous ;
- en cas de placement du titulaire en redressement ou en liquidation judiciaire selon les modalités ci-dessous ;
- en cas de résiliation pour survenance d'une cause légitime, d'une cause exonératoire, d'un cas de force majeure ou relevant du régime de l'imprévision selon les modalités décrites ci-dessous ;
- en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, selon les modalités décrites ci-dessous ;
- en cas de résiliation aux torts du titulaire selon les modalités décrites ci-dessous.

13. RESILIATION DU MARCHE POUR MOTIF D'INTERET GENERAL

13.1 CONDITIONS DE RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL

Le maître d'ouvrage peut mettre fin à tout moment à l'exécution du contrat avant l'achèvement de celui-ci en le résiliant pour motif d'intérêt général.

Il informe le titulaire de sa volonté de procéder à la résiliation du contrat, par lettre recommandée avec accusé de réception précisant les motifs de résiliation.

En application de l'article 38 du CCAG-FCS, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

13.2 INDEMNISATION POUR RESILIATION DU MARCHE POUR MOTIF D'INTERET GENERAL

Par application de l'article 42 du CCAG-FCS, lorsque l'acheteur résilie le marché pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant le montant initial hors TVA du marché, diminué du montant hors TVA des prestations non révisés des prestations admises, un pourcentage fixé à 5%.

Le titulaire a droit, en outre, à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché.

A défaut, le titulaire est réputé avoir renoncé à son droit à indemnisation.

Ces indemnités sont portées au décompte de résiliation, sans que le titulaire ait à présenter une demande particulière à ce titre.

14. AUTRES CAS DE RESILIATION NON FAUTIVE DU MARCHE

14.1 RESILIATION DU MARCHE PAR VOIE DE CONSEQUENCE D'UNE DECISION JURIDICTIONNELLE

En cas de décision juridictionnelle prononçant ou emportant l'annulation ou la résiliation du contrat, le titulaire sera indemnisé dans les conditions fixées à l'article 11.2 sauf si l'annulation ou la résiliation est la conséquence d'une faute imputable, même pour partie, au titulaire, auquel cas il sera indemnisé dans les conditions de l'article 13 (déchéance).

14.2 RESILIATION DU MARCHÉ EN CAS DE PLACEMENT DU TITULAIRE EN REDRESSEMENT / LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par application de l'article 39.2 du CCAG-FCS, en cas de redressement judiciaire, le marché est résilié si, après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, dans les conditions prévues à l'article L.622.13 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire.

En cas de liquidation judiciaire du titulaire, le marché est résilié si, après mise en demeure du liquidateur, dans les conditions prévues à l'article L.641-11-1 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'évènement. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

14.3 RESILIATION DU MARCHÉ DU FAIT DE LA SURVENANCE D'UNE CAUSE LEGITIME, D'UNE CAUSE EXONERATOIRE OU D'UN EVENEMENT RELEVANT DE LA FORCE MAJEURE

14.3.1 Résiliation en cas de survenance d'une cause légitime ou d'une cause exonératoire

En cas de survenance d'une cause légitime ou d'une cause exonératoire d'une durée de plus de six mois, et à défaut d'accord intervenu dans une période de 15 jours à compter de l'expiration de ce délai et permettant la poursuite du marché, l'acheteur peut prononcer la résiliation du contrat.

Il informe le titulaire de sa volonté de procéder à la résiliation du marché, par lettre recommandée avec accusé de réception précisant les motifs de la résiliation.

La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

Le titulaire a droit à une indemnité de résiliation correspondant à :

- la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour la phase en cours d'exécution à la date de résiliation et strictement nécessaires à son exécution, qui n'auraient pas été pris en compte dans le montant des prestations déjà payées ;
- 5 % du montant du marché diminué du montant hors taxes non révisé des prestations reçues le cas échéant, et sous réserve de ne pas dépasser le prix maximal prévu pour le marché.

Il incombe au titulaire d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de son indemnité. Le titulaire devra, à cet effet, adresser une demande écrite dûment justifiée, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de deux mois à compter de la notification de la résiliation du marché.

A défaut, le titulaire est réputé avoir renoncé à son droit à indemnisation.

14.3.2 Résiliation en cas de survenance d'un cas de force majeure

En cas de survenance d'un événement recouvrant les caractéristiques de la force majeure qui se prolonge sur une durée de plus de trois mois, et à défaut d'accord intervenu dans une période de 15 jours à compter de l'expiration de ce délai et permettant la poursuite du marché, l'acheteur peut prononcer la résiliation du marché.

Il informe le titulaire de sa volonté de procéder à la résiliation du marché, par lettre recommandée avec accusé de réception précisant les motifs de résiliation.

La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

Elle ouvre droit à indemnisation de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour la phase en cours d'exécution à la date de résiliation et strictement nécessaires à son exécution, qui n'auraient pas été pris en compte dans le montant des prestations déjà payées.

15. RESILIATION DU MARCHE AUX TORTS DU TITULAIRE (DECHEANCE)

15.1 CAUSES DE RESILIATION DU CONTRAT AUX TORTS DU TITULAIRE

L'acheteur pourra procéder à la résiliation du contrat aux torts du titulaire, sans préjudice de l'exercice de tous ses autres droits en cas de manquement grave et/ou répété à ses obligations contractuelles par le titulaire tels que, à titre illustratif :

- a) le titulaire contrevient aux obligations légales ou réglementaires relatives au travail, à la protection de l'environnement, à la sécurité et la santé des personnes ou à la préservation du voisinage ;
- b) des matériels, moyens, objets et approvisionnements ont été confiés au titulaire ou des bâtiments et terrains ont été mis à sa disposition, et il se trouve dans un des cas prévus à l'article 18.7 du CCAG-FCS ;
- c) le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels ;
- d) le titulaire a fait obstacle à l'exercice d'un contrôle par l'acheteur dans le cadre des articles 17 et 22 du CCAG-FCS ;
- e) le titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance, ou s'il ne respecte pas les obligations relatives aux sous-traitants mentionnées à l'article 3.6 du CCAG-FCS ;
- f) le titulaire n'a pas produit les attestations d'assurance dans les conditions prévues à l'article 9 du CCAG-FCS ;
- g) le titulaire déclare, indépendamment des cas prévus à l'article 39.1 du CCAG-FCS, ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;
- h) le titulaire n'a pas communiqué les modifications mentionnées à l'article 3.4.2 du CCAG-FCS et ces modifications sont de nature à compromettre la bonne exécution du marché ;
- i) le titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution du marché, à des actes frauduleux ;
- j) le titulaire ou le sous-traitant ne respecte pas les obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité, conformément à l'article 5 du CCAG-FCS ;
- k) dans le cas de prestations de maintenance, l'indisponibilité est constatée pendant trente jours consécutifs ;
- l) l'utilisation des résultats par l'acheteur est gravement compromise, en raison du retard pris par le titulaire dans l'exécution du marché ;
- m) postérieurement à la signature du marché, le titulaire a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale ;
- n) postérieurement à la signature du marché, les renseignements ou documents produits par le titulaire à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution du marché, s'avèrent inexacts ;
- o) lorsque le remplaçant de la personne désignée pour assurer la conduite des prestations est récusé en application de l'article 3.4.3 du CCAG-FCS, à défaut de désignation d'un nouveau remplaçant dans un délai de 30 jours ou de récusation de celui-ci dans un délai de 30 jours.

Sauf dans les cas prévus au g), i) m) et n) ci-dessus, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au titulaire et restée infructueuse.

Dans le cadre de la mise en demeure, l'acheteur informe le titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire.

15.2 INDEMNISATION EN CAS DE RESILIATION DU MARCHE AUX TORTS DU TITULAIRE

En cas de résiliation aux torts du titulaire, celui-ci n'a droit à aucune indemnité.

L'acheteur s'acquitte de toutes sommes dues au titulaire au titre des prestations exécutées au titre du marché jusqu'à la date de notification de la résiliation, à l'exclusion de toute autre somme en ce compris les coûts de rupture de ces contrats par le titulaire.

Le titulaire doit, à cet effet, adresser une demande écrite dûment justifiée, par lettre recommandée avec accusé de réception dans le délai de trois semaines à partir de la notification de la décision de résiliation. A défaut, le titulaire est réputé avoir renoncé au paiement de ces sommes.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire.

16. TRANSFERT DE PROPRIETE

Il est fait application de l'article 31 du CCAG-FCS.

17. PROPRIETE INTELLECTUELLE

Il est fait application du chapitre 6 du CCAG-FCS.

18. ASSURANCES

Les attestations d'assurances sont demandées au stade de la candidature.

Une fois par an, à la date anniversaire de la notification du marché, **le titulaire doit fournir, spontanément,** au service commande publique :

- L'attestation d'assurance en cours de validité ;
- Les attestations fiscales et sociales de moins de 6 mois ;
- Un extrait K-bis de moins de trois mois.

19. DISPOSITIONS EN CAS D'INTERVENANTS ETRANGERS

La loi française est seule applicable au présent accord-cadre.

Tout rapport, toute documentation, toute correspondance relative au présent marché doit être rédigé en langue française.

En cas de litige, les tribunaux du lieu d'exécution de la prestation sont seuls compétents.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euro, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues aux articles R.2193-1 à R.2193-9 du Code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance. Mes demandes de paiement seront libellées dans la monnaie de compte du marché et soumises aux modalités de l'article Prix du CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français".

20. REGLEMENT DES LITIGES

Tout différend survenant à l'occasion des marchés passés avec le pouvoir adjudicateur pourra être réglé à l'amiable conformément aux articles R.2197-16, R.2197-23, R.2197-24 et R.2397-8 du Code de la commande publique.

Toute action en justice intentée par l'une ou l'autre partie sera soumise à la juridiction suivante :

Tribunal administratif de Versailles

56 avenue de Saint Cloud 78000 Versailles

Tel : 01.39.20.54.00

Fax : 01.30.21.11.19

Mail : greffe.ta-versailles@juradm.fr

21. DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Par dérogation à l'article 1er du CCAG-FCS, les dérogations du contrat au CCAG-FCS sont réputées valables :

- Sans que l'article du CCAG-FCS auquel il est dérogé ne soit formellement mentionné à chaque dérogation, ni que l'ensemble des dérogations soit explicitement listé au présent article ;
- Dès lors que ces dérogations au CCAG-FCS sont exprimées d'une manière suffisamment claire à la lecture du contrat, étant précisé que le titulaire disposait de la possibilité de formuler des demandes de clarification en cours de procédure d'attribution du marché et/ou de discuter de ses clauses au cours des séances de négociation ayant précédé l'attribution dudit marché.

Par suite, il est convenu entre les parties que la liste des dérogations au CCAG-FCS n'a pas vocation à être exhaustive mais uniquement à garantir l'information du titulaire sur les dérogations ci-après identifiées.